

Marine Tondelier : "la décision de Bruel d'annuler sa tournée est juste normale" (France info)

23 min · Ecologistes

Bonjour Agathe et bonjour Marine Tondelier. Bonjour à vous deux. Bonjour Marine Tondelier. Présidente du parti, les écologistes. Patrick Bruel a donc annoncé hier qu'il annulait sa tournée. C'est bien, maintenant c'est au tour de Jean -Luc Laï. Alors voilà, vous répondez déjà à la question. Mais vous dites, je rappelle qu'il est mis en examen pour quatre viols ou tentatives de viols visés par plusieurs dizaines de plaintes. Il renonce donc à tous ses concerts qui étaient prévus à partir de l'automne. Vous dites quoi, c'était la seule décision à prendre ? Bah évidemment, vous savez, on est quand même dans un pays où depuis des années, il y a beaucoup d'affaires qui concernent beaucoup de personnes connues, d'autres nous expliquent qu'il faut séparer les hommes des artistes, d'autres on explique qu'un tel est un monstre sacré. Donc bon, vous comprenez, c'est normal qu'il ait pu déraiser. Limite, ce n'est pas si les femmes se jetaient sur lui. Et donc, ça a été d'une violence extrême pour les femmes victimes de violence de ces personnes, mais aussi pour les femmes victimes de violence en général, qui, moi, me disait encore là dans toutes les manifestations qu'on a faites pour la loi intégrale, je n'en ai pas raté une, les femmes viennent me voir en me disant, mais regardez, même Patrick Bruel, il y a 30 femmes qui parlent et c'est des maires courageux qui doivent annuler les concerts parce qu'ils ne prennent pas la décision. Et donc, c'est un crachat au visage à chaque fois. Et ça envoie le signal aux femmes que la violence contre elles ne compte pas. Ça envoie le signal aux potentiels agresseurs qu'ils pourront toujours s'en sortir s'ils sont puissants. Et ça fait des années que ça continue. Et d'ailleurs, moi, la question que je pose, c'est, il fallait combien de femmes pour qu'il annule sa tournée ? Est-ce que si ça avait été 12, si ça avait été 25, là c'est 30. On sait bien que c'est le moment où Flavie Flamand a parlé,

qui a fait basculer parce que la plupart des femmes, il y avait un truc d'emprise quand même de Patrick Bruel. Il allait voir des maquilleuses, des techniciennes, des gens dont il savait que elles ne pourraient pas trop parler, elles auraient trop peur financièrement de perdre leur emploi, qu'on ne lui croirait pas. Et donc, s'il n'y avait pas eu Flavie Flamand, ça aurait continué encore combien de temps et il aurait fallu combien de plaintes. L'animatrice Flavie Flamand dont l'avocate, en effet, était avec nous tout à l'heure sur France Info, vous parliez de crachats au visage, vous reprenez le terme de victoire qu'on entend chez des maires, des figures du mouvement Me Too depuis hier, victoire pour qui, pourquoi ? Mais moi je ne pensais pas que c'est une victoire, moi je pense qu'on se réjouit, on part tellement loin sur ce sujet qu'on se réjouit de choses normales. Donc ce qu'il fait là est normal. Donc on ne va pas lui dessiner la légion d'honneur parce qu'après des mois à avoir des propos très blessants, lui et son avocate envers les victimes, il prend la seule décision qui s'imposait et il a fallu attendre 2026, voilà, pour qu'un artiste prenne cette décision et pour que la charge de la preuve s'inverse. Mais Marine Tondelier, je crois que vous dites sur ce que vous dites. Sur ce plateau-là ou sur d'autres de manière encore plus virulente, quand on disait mais c'est pas possible qu'ils continuent sa tournée comme si de rien n'était, c'était nous qui étions en position défensive à devoir nous justifier et je trouve ça insupportable. Et en même temps, Marine Tondelier, la justice ne lui avait pas interdit de se produire sur scène et il est toujours présumé innocent. La justice m'interdit pas de faire plein de choses et je ne les fais pas comme... Les cas disent, c'est un bannissement total, une mort professionnelle de Patrick Bruel. Ecoutez, Fanny Colin, son avocate, elle était sur France Inter ce matin. C'est son avocate. C'est un moment grave qui devrait tous nous interroger

parce

que nous avons des élus de la République qui se sont exprimés de manière indigne contre les lois de la République, comme des chérifs parfois, en exprimant que Patrick Bruel ne serait pas le bienvenu. Il y a un principe que nous devons tous respecter, c'est celui de la présomption d'innocence. Cette mort professionnelle, ce bannissement, vous dites que c'est le prix à payer ? Écoutez, un, c'est son avocate, donc elle fait son travail. Mais vous, qu'est-ce que vous en pensez ? On sait d'où elle parle. C'est pas la seule à déplorer. S'il y a une personne dans ce pays qui doit dire ça, c'est elle. Donc elle le dit et elle est payée pour. Qu'est-ce que vous en pensez ? Deuxièmement, moi j'ai toujours respecté la présomption d'innocence. Il va y avoir un procès. On sait qu'il y a beaucoup de plaintes qui font l'objet de prescription. On sait que les plaintes sur ces sujets -là, c'est très très dur d'aller jusqu'au bout judiciairement quand c'est une parole contre une autre. Mais quand il y en a entre 30 et 35 pour des faits de viols et d'agressions sexuelles multiples, il n'y a aucune raison que 35 femmes qui ne se connaissent pas et à distance, c'est partie et partie, inventer cette histoire. Est-ce que vous pensez qu'il faut aller jusqu'à arrêter de diffuser une chanson de Patrick Bruel ? De manière juridique. Marie -Lysandre Delia. Est-ce qu'il faut arrêter ? Est-ce qu'il faut le canceler ? Je vous dis, j'ai énormément écouté Patrick Bruel. Énormément. Plus que de raison. Et je n'y arrive plus. Parce que ça me renvoie à des choses auxquelles je n'ai pas envie de penser.

Il y a un truc, on n'y arrive plus. C'est pareil pour Noir Désir. Et c'est pareil pour Jean -Luc Lallet. Il faudrait arrêter de diffuser ces chansons ? Juste, vous répondez. Chaque radio fait ce qui lui semble juste. Mais moi j'en discutais, je crois que c'était à Avignon et puis au Festival de Cannes. Ces sujets sont assez présents aussi dans le cinéma. De comment on fait, même pour des vieux films qui font partie du patrimoine cinématographique. Voilà, est-ce qu'on projette quand même et on fait un débat après sur la chaîne ? C'est des sujets qu'on doit se poser parce que c'est violent pour les gens qui reçoivent ces oeuvres et qui ont été victimes de cette personne ou d'autres personnes dans leur vie. Donc voilà, et ça ne veut pas dire qu'on ne respecte pas la présomption d'innocence. Ça c'est le travail de la justice. Mais en politique, on a des valeurs et des principes à défendre. Moi je suis féministe et j'ai une présomption de croyance de la parole des femmes, surtout quand elles sont 35, sans se connaître. S'il y a une personne qui veut m'expliquer qu'elles ont inventé ça par télépathie en même temps, qu'il le fasse, mais il y a peu de chance que ça me convainque.

D'un parti qui s'appelle les écologistes, après l'été qu'on vient de vivre,

qui, je crois, a vu à peu près tous les Français, pour ceux qui n'avaient pas encore pris conscience de l'ampleur du phénomène, se rendre compte des effets concrets, des sécheresses, des canicules, des incendies sur nos vies. Et pourtant, vous êtes à 3, 4, 5 % dans les sondages. Comment vous l'expliquez ? Alors, je veux bien qu'on se refasse tout le débat éternel des sondages. François Hollande était à 3 % dans les sondages à ce moment précis de l'année, avant de devenir président de la République. Il était à 3 % plus longtemps, au parlement. Les sondages 1, n'ont jamais fait les élections. Et 2, il ne faut pas confondre opinions publiques. On voit bien que le sujet climat, il a remonté dans les préoccupations des Français. Et de toute façon, quand on parle de sécurité, quand on parle de pouvoir d'achat, il y a toujours l'écologie derrière. Et pour qui les gens vont voter à la présidentielle, vous savez bien qu'à ce stade de l'élection, ce qui compte dans les sondages, c'est la notoriété, le fait d'avoir été candidat plusieurs fois. Et c'est sûr que ce ne sont pas mes valeurs ajoutées. À 40 ans, jeune, femme, écologiste du Pas -de -Calais, en sein de 8 mois. Ce n'est pas ma valeur ajoutée. C'est vous, c'est votre personnalité ? J'apporte quelque chose d'autre présentement dans ce débat. Vous avez un parti qui existait avant vous aussi. Pourquoi ce n'est pas lui qui est crédité de ces sujets ? Bien sûr, mais pour qui la présidentielle a toujours été compliquée. Je vous rappelle que Yannick Jadot, en 2016, a fini par désister sa candidature pour soutenir un

candidat socialiste qui a fait 6%. Benoît Arnaud ? Les socialistes et nous réunis. Donc vous voyez, on ne peut pas étudier la vie politique française juste par le prime de sondage. C'est très faible. Il y a beaucoup de médias qui ont décidé de ne plus parler des sondages. Et je pense qu'ils ont raison. Le débat, c'est pas le sondage. Vous parlez d'écologie. Ça vous interroge pas de vous dire qu'après cet été catastrophique, c'est pas vous qui

êtes au centre du débat. Pourquoi vous n'en tirez pas profil ? Vous posez des questions en même temps. C'est juste la question de Simon. Pourquoi vous n'en tirez pas profil ? Le mot profil me choque énormément pour ceux dont on parle. Moi, je ne suis pas un vautour, je ne suis pas une chaire au niaide. Je vais vous parler d'écologie. Et je suis choquée que, On a fait 5 minutes sur Patrick Bruel. Mais on arrive sur l'écologie par le prisme des sondages à la présidentielle. Mais vous ne voulez pas qu'on parle de ce qui s'est passé cet été ? De comment on aurait pu l'empêcher ? De ce qu'on peut faire. On parle de l'écologie politique en France. Oui, mais peut-être que l'écologie politique

n'est pas bien traitée par les journalistes politiques. Je vous le dis parce que moi, ça fait des années maintenant que je suis secrétaire national de ce parti. Et que quand je vois des journalistes politiques en leur disant le climat à la biodiversité, on me dit, nous, on n'est pas la rubrie planète. Nous, on est journalistes politiques. Alors les sondages Jean -Luc Mélenchon, je vais vous parler d'écologie. Et si ce matin, on passe 10 minutes sur le sondage plutôt que parler du fond, vous aurez la démonstration de pourquoi les gens n'entendent pas nos propositions. Pourtant, Marine Tondelier, énormément de candidats parlent d'écologie en ce moment. Maintenant, c'est vous qui décidez pour la suite de l'émission. Beaucoup de candidats parlent d'écologie. Raphaël Gluckman, même Gabriel Attal, hier, au printemps, a parlé aussi d'écologie. On est très rassurés. Vous n'êtes plus seul sur ce créneau-là, Jean -Luc Mélenchon. Madame Lambret, Vous suivez la politique depuis combien de temps ? À peu près autant que moi. Donc, on a des cycles. En 2019, quand je commençais à être un peu investi au niveau national, je ne faisais que des interviews ou des journalistes politiques ou prédécesseurs me disaient « Mais ben, Hamtondelier, il n'y a plus besoin de parti écologiste, tout le monde en fait ». 2019. Tout le monde était écolo. Ensuite, il y avait « Bon, vous n'êtes pas un peu seul, vous êtes tellement nul qu'il n'y a que vous qui en parlez, vous n'avez convaincu personne ». Et puis là, maintenant, depuis 15 jours, on me redit « Jean -Luc Mélenchon, écolo, Glucksmann, écolo, Atta, l'écolo, il a supprimé les commandes de Canadair, il a divisé le fond vert par 4. Soyons sérieux, 5 minutes. » Aucun ne vous convainc ? Dans un an, vous reviendrez me voir en disant « Ben alors, l'écologie, qu'est-ce que vous faites, il n'y a personne qui en parle. » Vous allez peut-être être obligé de faire alliance avec Jean -Luc Mélenchon ou Raphaël Glucksmann. Alliance, sondage, on a compris, on va en parler. Justement, lequel est le plus écolo ? Je peux terminer ma phrase et vous

dire que la politique, il y a les gens qui portent un programme écologiste

et il y a celles et ceux qui se mobilisent sur le sujet en fonction de son importance dans les titres des médias et des sondages. C'est ce qui est en train de se passer en ce moment. Même Marine Le Pen, elle a dit que l'objet est finalement... Ils ne sont pas sincères, ces candidats, si on vous écoute. C'est de l'opportunisme. Ils ont des choses dans leur programme, mais ils se mobilisent sur le sujet. Quand il est rentable politiquement, vous me posiez tout à l'heure la question de pourquoi ça ne vous profite pas. La manière dont vous posez la question est pour moi un vrai sujet. Donc je le dis, on n'est arrivé là pas par hasard, on est arrivé là par une inaction politique sur le climat qui coûte, les économistes disent, cinq fois plus cher que d'agir, avec des économies de bouts de chandelles qui ont mis les Français en danger. Donc un, on en est arrivé là pour ces raisons. Deux, on n'était pas préparé pour ces raisons également. Et trois, la manière dont le débat tourne sur le sujet entre trois semaines de polémique sur la clim, plus maintenant sur les mégabassines, je vais vous dire qu'on n

'est pas prêt d'amener le débat politique sur les bons sujets, c'est -à -dire les propositions. Ce que je me suis évertué à faire tout l'été. On est le seul parti qui a sorti un plan d'adaptation et un plan fraîcheur dès le mois de juin. Le seul parti qui avait sorti un plan de lutte contre les incendies et d'aide à la protection civile dès le mois de juillet. Et pourquoi ? Parce qu'on était prêt. depuis longtemps. J'étais encore avec l'Universal des pompiers vendredi. La semaine dernière, j'ai fait une proposition pour taxer les gros héritages et financer la transition et c'est de ça dont je viens vous parler. Pas des sondages, des débats internes qui n'intéressent personne et surtout pas les Français. Vous avez des propositions effectivement, vous le dites, seulement pour gouverner. Il faut pas être seul et en l'Etat, votre

candidature... Alors excusez -moi Mme Lambret, la seule qui dit ça depuis plus d'un an, c'est moi. Personne ne gagnera seul. Et pourtant vous êtes candidate toute seule, Marie -Ton Donnier.

La différence, c'est que moi je le sais et je le dis. Alors peut -être que c'est le fait d'être une femme, peut -être que c'est le fait d'être écologiste. Je peux juste vous poser une question ? J'ai compris votre question. Vous allez dire, vous êtes pour l'Union et vous êtes candidate. Je suis candidate pour slogan, pour l'écologie, ça, normalement, vous avez compris, et pour l'Union.

Vous ne pouvez pas faire le procès aux écologistes depuis maintenant plus d'un an, de prôner une primaire de la gauche des écologistes, de prôner un travail partenarial et même quand tous nos partenaires la effient d'un revers de main, le PS après un an de tergiversation qui trouvait que c'était une trop petite primaire, mais ils en font une encore plus petite, celle -là l'est très bien. Donc nous, qu'est -ce qu'on a fait cet été ? On leur a réécrit à toutes et tous, à nos 16 partenaires, vous avez retenu la main. d'autres un peu moins, pour leur dire, il n'y a plus de primaires, il n'y a toujours pas de solution, on va dans le mur pour la troisième fois en trois élections présidentielles. Mais qu'est -ce que vous faites aujourd'hui, Marie -Ton Donnier ? Et bien, nous avons écrit à tous nos partenaires, nous avons eu un certain nombre de réponses, nous échangeons avec les autres, nous rencontrons tout le monde dans les semaines qui viennent et nous ne lâcherons rien, ni sur l'écologie, ni sur l'union. Parce que certains sont peut -être plus haut que moi dans les sondages, ils ont la différence d'avoir été candidats plusieurs fois à des élections nationales, d'avoir eu leur tête à la sortie de chaque école en France, d'avoir fait plein de débat nationaux, d'être beaucoup plus connu que moi. Ok, et peut -être d'avoir eu des responsabilités nationales aussi, ce qui, dans le c-ur des Français, peut convaincre en termes de crédibilité, c'est pas ma valeur ajoutée. Mais je vois bien qu'ils ont beaucoup de certitudes, surtout en eux -mêmes, et que ça, dans ce genre de moment, c'est dangereux. Marine Tondelier. Donc je le dis, personne ne gagnera seul. Moi, je le sais, d'autres font mine de ne pas le savoir, je pense qu'ils le savent aussi au fond d'eux. Et le jeu des écologistes, et le jeu de la gauche ne peut pas être dans les semaines qui viennent. Qui va se rallier à qui ? Je vais vous dire qu'il ne faut pas aborder comme ça, parce que si dans les semaines qui viennent, le seul récit de la gauche, c'est « quelle moitié de la gauche va tuer l'autre moitié

de la gauche en attendant des écologistes qui les aident à appuyer sur la gâchette », C'est pas forcément simple, moi aussi, je peux vous poser une question, parce que ça veut dire qu'on ne parle pas à nos électeurs, qu'on ne parle qu'à nous -mêmes, qu'on est non -rulist, et qu'on veut juste désigner le roi du cimetière. Parlons des électeurs et des sujets qui les préoccupent, notamment l'écologie. Marine Tondelier, si vous le voulez bien. Parler des alliances, c'est aussi parler du fond. Et donc, j'imagine que votre critère, si vous devez faire alliance avec l'un ou l'autre de ces candidats dont on parle, ce sera de savoir qui est le plus écolo. Est -ce que vous pouvez nous dire ce matin entre Jean -Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann qui est le plus écolo ? Je ne suis pas la mise météo de l'écologie qui décerne les bons ni mauvais points. Vous avez vu la planification écologique composée par Jean -Luc Mélenchon, vous voyez le discours de Raphaël Glucksmann sur ce qu'il

appelle sa cohérence écologique. Moi ce qui m'intéresse déjà, ce n'est pas le discours, c'est les actes. Donc déjà, quelqu'un qui a un très beau programme sur papier glacé, mais dont nous n'avons aucune chance qu'il soit mis en œuvre, ça ne m'intéresse pas. Pour ça que le chemin de victoire, on y tient. Parce que si ce n'est pas nous qui gagnons, celles et ceux qui sont programmés pour gagner à notre place, ce sera l'inverse de l'écologie, l'inverse de la justice sociale et ce sera terrible. Vous parlez Jean -Luc Mélenchon, Raphaël Glucksmann ? Non, je parle de la droite et l'extrême droite. Vous savez, mes opposants, ce n'est pas Glucksmann et Mélenchon, c'est la droite et l'extrême droite. Ce serait bien qu'on se repolarise bien. Et donc si eux gagnent, ce sera terrible pour notre pays et pour tous les gens qu'on était censés défendre, je ne vous le pardonnerai jamais. Et certains disent que votre candidature peut contribuer à une victoire de l'extrême droite. Dans le courrier qu'on a fait pour pouvoir rencontrer tout le monde et leur dire sur quel terme on a mis le

programme au cœur des discussions. Mais l'écologie, ce n'est pas juste l'environnement et quelques mesures sur le climat et quelques mesures pour les petits oiseaux. Si on veut faire d'écologie, il faut une Europe forte. Si on veut faire d'écologie, on ne peut pas dissocier la transition environnementale et la transition sociale. Donc, vous voyez, tout ça, ça fait partie. On a listé une dizaine de sujets dont nous voulons discuter. On a commencé à le faire avec certains partenaires et ça continuera. Mais encore une fois, si il y a un chemin de victoire possible pour notre camp, je peux vous dire que les écologistes en seront. Et on prendra les bonnes décisions parce qu'on les prendra ensemble. Vous dire laquelle, à quelle heure. Je ne le sais pas. Vous ne savez pas non plus. Personne le sait. Et ceux qui font semblant de le savoir vous mentent. Vous êtes mieux placés que nous pour le savoir. Avec Marine Tondelier, secrétaire nationale des écologistes et candidate à la présidentielle. Et présente pour parler de fond. Exactement. Et justement, vous me tendez une flèche. Bon là, un pesquis, c'est quand même. Votre projet sur le fond sur les retraites. Vous plaidez pour un retour à la retraite à 62 ans, voire à 60 ans. Vous avez une autre proposition ? On veut abroger la mesure d'âge sur les 64 ans. La mesure sur laquelle on a beaucoup manifesté. Donc on revient mécaniquement à 62 en intrait de plume. Et on veut que celles et ceux qui ont eu des métiers pénibles, de nuit, etc., puissent partir à 60 ans. Ça se fait tout de suite après. Ça prend un peu plus de temps parce que là, il faut une nouvelle mesure. C'est ce que propose aussi le Rassemblement national. Alors ça dépend qui le Rassemblement national. Ils ne sont pas tous d'accord. Ça dépend Jordan Bardella, Marine Le Pen, leur conseiller économique a démissionné. On ne comprend plus rien. En deuxième mesure, vous proposez aussi le SMIC à 2000 euros. C'est vrai, brut. Comment vous financez tout cela ? Un recul sur

la réforme des retraites d'un côté, de l'autre, un SMIC à 2000 euros. Expliquez -nous. Sur les retraites, c'est simple. Il faut quand même dire qu'il y a un petit déficit sur le régime de retraite, mais qui équivaut à 2 % des régimes de retraite. Et le comité d'orientation des retraites qui suit un peu ça, dit que c'est stable jusqu'à 2030. Il n'y a aucune urgence sur le retraite à agir. Par contre, il y a 77 milliards d'exonérations de cotisations. Il suffit qu'on en prenne 10%. Dans toutes les exonérations sociales qui existent, on en supprime 10%. Et le régime des retraites est équilibré. Ça, c'est ma réponse pour les retraites. Pour le SMIC, ce n'est pas l'Etat qui paye, c'est les entreprises. Moi, ce que je veux commencer par vous dire, c'est qu'il y a 2,3 millions de travailleurs pauvres dans ce pays. 2,3 millions de personnes qui travaillent et que ce travail ne sort pas de la précarité, qui n'arrivent pas à se loger 53 % d'entre eux, n'arrivent pas à se nourrir correctement, alors qu'ils travaillent. Et plein de chefs d'entreprise le savent, aimeraient bien les augmenter, mais n'en ont pas forcément les moyens. Nous, on veut, dès le début du mandat, proposer un SMIC à 2000 euros brut. Il y a des entreprises qui peuvent se le permettre. D'autres que vous aideraient. Et d'autres qu'on aidera. Je rappelle quand même qu'en Espagne, Pedro Sanchez, dans son premier mandat, entre 2018 et 2023, il a augmenté le SMIC de 47%. Il partait pas du même niveau que nous. Mais quand vous augmentez le SMIC sur les bas salaires, en fait, c'est des personnes qui ont une forte

propension à cause de son SMIC. 90 % de cette augmentation de salaire va être consommé quasiment immédiatement. Ça veut dire que pour répondre à la question d'Agathe qui disait comment ça se finance, en fait, ça s'autofinance d'être à vous en quelque sorte ? Ça dépend ce que les gens consomment. S'ils achètent que du chinois sur Amazon,

c'est pas pareil que s'ils vont au marché acheter à des petits producteurs ou au restaurant du coin. Mais en tout cas, ça relance les carnets de commande. Deuxièmement, les TPE et les PME, elles sont très négligées par ce gouvernement. Mais c'est comme pour les gens, il y a des ultra riches et puis des autres. Pour les entreprises, il y a des très grands groupes. Total, 30 000 employés en France, ils payent 0 euro d'impôt sur les sociétés. Et puis les PME qui payent en moyenne 21 % d'impôt sur les sociétés par rapport à leur excès dans le produit de l'exploitation. Les grands groupes, c'est 14%. Mais Marie-Bernadette, les entreprises, elles peuvent se permettre d'affronter une telle hausse du coût du travail. Et bien nous, on veut les aider. Parce que mécaniquement, le coût du travail va augmenter. Est-ce que le risque, c'est pas que les entreprises embauchent moins ? Aujourd'hui, le risque, c'est 11 millions de Français pauvres. C'est ça le risque aujourd'hui. Et le problème, c'est que les TPE et les PME, les TPE et les PME sont très mal lotis par rapport aux grandes entreprises. Donc nous voulons rétablir de la justice sociale entre les travailleurs, mais aussi entre les employeurs. Et donc on a tout un plan d'aide. Moi, je serais la présidente des TPE et des PME. On a tout un plan d'aide pour elles, avec des aides directes pour les aider à financer cette hausse du SMIC, tant qu'il le faudra, avec un guichet unique d'accompagnement, avec des aides aussi pour les aider à faire la transition écologique, ce qui allège considérablement les factures une fois qu'on est isolé, qu'on a changé son mode de consommation énergétique. Et donc ça, c'est tout un plan qu'on a alors proposé, qu'on a proposé aux MEDEF et qu'on continuera à porter avec elles. Pour faire en sorte que vous puissiez, si vous arrivez au pouvoir dans huit mois, financer ce type de mesure, est-ce qu'il faut voter un budget

à l'automne ? Le problème, c'est pas est-ce qu'il faut voter un budget ou pas. Évidemment qu'il faut un budget pour ce pays. Moi, je suis conseillère générale de Haute-France, ça fait trois ans, là, qu'on ne peut pas voter le budget en fin d'année parce qu'on ne sait pas quelle dotation la région aura de l'État. Et enfin, ça devient complètement incontrôlable cette histoire. Mais nous, on regarde ce qu'il y a dans le texte. Le texte, on ne l'a pas. Normalement, vous ne l'avez pas non plus. Vous vous dites, vous êtes en déroute. C'est difficile de se prononcer sur un texte qu'on n'a pas. Mais compte tenu des dix précédents exercices de l'illégitimité de ce gouvernement, de qui le compose et de ce que j'ai entendu dans le débat politico-médiatique, je n'ai aucune raison d'être rassurée, aucune raison de penser qu'un seul écologiste le votera. LFI et l'EPS ne cachent pas leurs intentions de censurer. Vous vous dites, on attend de voir. On a censuré tous les précédents. Franchement, il n'y a aucun suspense, non ? Vous dites ça pour pas être activé de responsabilité de la part du gouvernement ? Non seulement on a censuré tous les précédents. On sait pourquoi et on sait comment. Mais en plus, on a fini par s'abstenir sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Pourquoi ? Parce que le gouvernement s'était engagé sur un certain nombre de points et notamment avait reculé sur le doublement des franchises médicales. Mesures hyper injustes, mauvaises pour le pouvoir de chambre. On va pouvoir mettre de censurer aujourd'hui, avec quelques mois de la présidentielle. C'est ce qu'on nous a dit l'automne dernier. On finit par dire, je ne sais même pas par quel miracle, vous reculez sur les franchises médicales ? Ok, il y avait d'autres critères. Ok, on s'abstient plutôt que de voter contre. Et bien cet été, ils ont passé un décret, sans passer par le Parlement, pour augmenter de 40 % les franchises médicales. C'est -à-dire que non seulement ce gouvernement est injuste, mais en plus ils n'ont aucune parole.

Et je leur souhaite bien du courage pour convaincre un seul écologiste contre quoi que ce soit, puisqu'on sait qu'ils ne tiennent pas leurs promesses. Marie, interviewez-vous, vous avez... une parole qui

a fait beaucoup réagir, vous avez dit, souhaiter la désobéissance civile en cas de victoire du Rassemblement national en 2027. Qu'est-ce que ça signifie ? Est-ce que vous êtes fâché avec la démocratie ? Attendez, ça suffit les questions de ce genre, je ne comprends pas ce débat. Excusez-moi, quand dans des moments d'histoire française, il y a eu des consignes politiques qui ont été passées, qui étaient extrêmement choquantes, qui étaient illégitimes. Heureusement qu'il y a des fonctionnaires qui n'ont jamais dit « moi, je ne suis jamais pas en œuvre ». Mais là, vous faites référence à l'élection du Rassemblement national, vous ne savez pas encore que les mesures sont reprises.

Attendez, un parti qui expliquait hier qu'il allait verbaliser les femmes qui porteraient le voile sur l'espace public, mais excusez-moi, la laïcité, c'est une nouvelle 905, ce n'est pas une police du vêtement dans la laïcité, c'est une neutralité du service public par rapport à la religion. Mais ça veut dire quoi ? Qu'est-ce que vous ferez concrètement ? Qu'est-ce que vous ferez concrètement ? Les gens, ça peut les interroger aussi, ça peut les inquiéter, Marine Convéné. J'espère bien que si cette mesure fait l'objet de consignes politiques précises parce que le Rassemblement national sera arrivé au pouvoir, j'espère bien qu'il y a des politiciens qui diront « mais je ne verbalise pas une femme parce qu'elle porte le voile sur l'espace public ». Donc c'est ça concrètement quand vous parlez de désobéissance civile. Le Conseil d'Etat exorbitant, ils se plongent sur le sujet, ils l'ont rappelé des dizaines de fois, enfin ça suffit en fait. Ils ont un programme qui n'est pas républicain, ils ont un programme qui met en danger notre démocratie et qui met en danger des personnes très précises, stigmatisées. Mais donc qu'est-ce que vous ferez concrètement ? Ça dépend qui vous êtes, mais les politiques ont des manières politiques de désobéir, les fonctionnaires ont des manières fonctionnariales et j'espère bien qu'à maximum le fera. Après je vous dis ça, moi je suis allée dans une ville, Rassemblement national, depuis maintenant 12 ans. Donc je sais aussi, je l'ai précisé dans la même interview, qu'il y aura bien peu de monde pour le faire. Parce qu'il y a un concept qui s'appelle le confort des charantes, qui a une grosse prise en France, c'est qu'à un moment les vestes retournent très vite, même ceux qui n'auront pas de boulot, leur maison, ils ne veulent pas trop de problèmes et donc les gens qui s'opposeront seront bien plus nombreux. Et vous voyez bien que la stratégie de respectabilité du Rassemblement national fonctionne. Est-ce que vous ne faites pas le jeu du RN ? Ce qu'ils ont appelé eux-mêmes la

stratégie de la cravate à l'Assemblée nationale.

Vous voyez bien que ça fonctionne. Est-ce que vous ne faites pas leur jeu et vous ne leur permettez pas de dire, voyez, d'autres ne respecteront pas le résultat des jours, d'autres ne sont pas républicains, c'est nous les républicains. Vous, un fasciste en cravate, si vous parlez de leur stratégie. Oui, mais excusez-moi, ici on est là pour faire de la politique et pour faire avancer le débat politico-médiatique. Vous me dites, regardez, ça marche, ils ont mis une cravate, donc c'est bon. Et vous, vous n'avez pas de cravate. Ils sont données favoris et Marine Le Pen est donnée gagnante dans toutes ces configurations de mon tour. Oui, mais donc mon travail, c'est d'expliquer que ce n'est pas une alternance comme les autres. Et je vous rappelle que la fois dernière, en me mobilisant fortement pendant un mois, j'ai fait en sorte avec d'autres que Jordan Banane soit pas premier ministre. Je me rappelle pourquoi, je me rappelle comment et je vais continuer. Donc, vous voyez, je suis en leceinte de huit, moi, je peux accoucher. D'un moment à l'autre, c'est prévu pour septembre. Et jusqu'à ce que je puisse le faire, je continuerai à le faire parce que c'est vital pour plein de personnes dans ce pays à qui j'adresse mes pensées, parce que franchement, devant leur télé, ils doivent faire le matin en se disant qu'est-ce qu'ils n'ont pas compris. Bah moi, j'ai compris. Vous reviendrez quand même. Vous expliquez votre stratégie d'alliance, parce que ça, c'était pas très clair. Merci, Marine Tondelier. Une alliance gagnante, c'est clair. Garde l'embray. Merci à vous de nous avoir suivis sur France Info. Merci, Marine Tondelier.